

Annexe à la délibération n° 2022-404
du CM n° 14 en date du 05/11/2022

Annexe à la délibération n° 2022-746
du CC n° 14 en date du 15/11/2022

VILLE DE FLERS	FLERS AGGLO
CONVENTION CADRE DE MUTUALISATION DE SERVICES	
CONVENTION PARTICULIERE N° B12.1-2023-01	
OBJET	Mise à disposition réciproque entre la Ville de Flers et la communauté d'agglomération Flers Agglo dans le cadre de la Direction des Services au Public

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Flers, représentée par le Maire, agissant dans le cadre de la délibération n° 2022-404 du Conseil Municipal en date du 5 décembre 2022, ci-après dénommée uniformément dans la suite de la présente convention : «La VILLE»,

ET

La communauté d'agglomération Flers Agglo, représentée par le Président, agissant en vertu de la délibération n° 2022-746 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2022, ci-après dénommée uniformément dans la suite de la présente convention : «Flers Agglo».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La Ville de Flers et la communauté d'agglomération ont, depuis 1994, date de la création de la Communauté de Villes du Pays de Flers, mutualisé les services des finances, des ressources humaines et de la communication sur une base conventionnelle.

Fortes de cette expérience et compte tenu de la possibilité de mise à disposition de services ouverte par la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, les deux collectivités ont souhaité poursuivre dans cette voie et améliorer et étendre cette mutualisation réciproque de service.

C'est pourquoi elles ont convenu, à partir de 2007, de mettre en place une convention cadre de mutualisation qui arrête les principes généraux de fonctionnement et des

conventions particulières propres à chaque service ou mission mis en commun ou à disposition.

Dans le même temps, le législateur a, par la loi 2010-1563 du 16 décembre 2010, puis par la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles, et enfin par la loi 2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de République du 07 août 2015, modifié le cadre législatif des conventions de mutualisation, notamment en modifiant les articles L 5211-4-1 et 2 du CGCT qui constituent la base juridique sur laquelle s’appuie l’ensemble des conventions, cadre et particulières.

Par ailleurs le décret 2011-515 du 10 mai 2011 précise les conditions de mise en œuvre du cadre législatif précité.

Par délibérations concordantes, Flers Agglo et la Ville de Flers ont adopté un organigramme commun prévoyant une Direction des Services au Public. La présente convention est donc la mise en œuvre d’une des dispositions prévues par ces deux délibérations.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE MUTUALISATION

En application de l'article 1 de la convention cadre, la présente convention particulière a pour objet la mutualisation de la Direction des Services au Public entre la Ville et Flers Agglo.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, à durée indéterminée, de mise à disposition de service prendra effet au 1^{er} mars 2023. A cette date, elle se substituera à la précédente convention approuvée par délibération n° 2021-233 en date du 4 octobre 2021 pour la Ville et n°2021-383 en date du 7 octobre 2021 pour Flers Agglo.

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MUTUALISATION

La Direction des Services au Public de la Ville assurera, dans le cadre de l’organigramme commun, pour Flers Agglo :

3.1 : Fonction d’accueil physique et téléphonique.

La fonction d’accueil commun, physique et téléphonique. Les missions plus détaillées sont ci-après précisées :

- Reçoit, sous l’autorité du responsable de service, les administrés et usagers se présentant à l’accueil général des services mutualisés entre la Ville de FLERS et Flers Agglo.
- Assure les missions liées au premier accueil en veillant à la qualité de l’information transmise, et oriente si nécessaire les personnes vers les services concernés.
- Gère l’accueil téléphonique et le flux des appels arrivant au standard des collectivités.

3.2 : Fonction de pilotage des Maisons de Services au Public (MSAP)/Maison France Services(MFS).

La fonction de soutien aux équipes affectées dans les Maisons France Services (MFS).

- Coordination des équipes
- Interface avec les services de l'Etat (participation aux comités de pilotage, constitutions et suivi des dossiers de subvention...)

3.3 : Fonction d'appui aux pouvoirs de police du maire en lien avec le CISPD.

Un cadre A de Flers Agglo sera mis à disposition de la Ville afin d'assurer le lien entre le CISPD et la mise en œuvre des pouvoirs de police, générales ou spéciales, du Maire.

- Elabore et met à jour un outil statistique et un référentiel d'indicateurs permettant à l'autorité municipale d'orienter et d'adapter l'action de la police municipale
- Assure une veille concernant la convention de coordination avec les forces de sécurité de l'Etat
- Assure le suivi des agréments et autres formalités afférentes à l'exercice de la fonction d'agent de police municipale
- Contribue à la mise en cohérence de l'action des partenaires intervenant dans le domaine de la prévention de la délinquance et de la tranquillité publique ou chargé de la mise en œuvre des pouvoirs de police du Maire
- Participe au suivi du déploiement de la vidéo protection et de la vidéosurveillance sur le territoire de la ville de Flers
- Participe, en lien avec le Responsable de la police municipale, à certaines missions dudit service
- Participe aux instances décisionnelles de la Direction des Services au Public

3.4 Fonction d'animation au sein de la direction du développement social local (DDSL).

Au sein des équipes d'animation des maisons d'activités de la DDSL, les agents d'accompagnement périscolaire de la Ville exercent dans le respect des fonctions dues à leur grade, sous la responsabilité des cadres du service Jeunesse et vie des quartiers, les activités suivantes :

- Préparation, participation et mise en œuvre des activités d'animation en direction des habitants ;
- Appui et collaboration aux équipes dans les activités d'animations y compris en séjours ou sorties ;
- Participations aux temps de préparation, réunion et évaluation ;
- Accueil, inscriptions et orientation des publics ;
- Sur un mode participatif, contribution à faire remonter les besoins des habitants et à les informer.

ARTICLE 4 : COMPOSITION DE LA DIRECTION des SERVICES AU PUBLIC

La composition de l'équipe de la Direction des Services au Public est la suivante :

Au titre de la mission 3.1 ci-dessus :

A1a - Le rédacteur en charge du service des pièces officielles et de l'accueil général,
A1b - 2 agents de catégorie C.

Au titre de la mission 3.2 ci-dessus :

A2 – Le Directeur de la Direction de Services au Public.

Au titre de la mission 3.3 ci-dessus.

A3 - Un cadre A de Flers Agglo rattaché à la Direction des Services au Public.

Au titre de la mission 3.4 ci-dessus.

A4- Agents d'accompagnement périscolaire, à ce jour de catégorie C

ARTICLE 5 : MOYENS MATERIELS

La Ville hébergera et équipera en mobilier l'équipe, sauf à récupérer le mobilier disponible chez l'une ou l'autre partie lors de la mise en place de la présente convention.

Toutefois, les activités de la missions 3.4 de déroulent essentiellement sur les équipements de Flers Agglo, ou sous son autorité, avec utilisation des matériels communautaires pour exercer la mission.

ARTICLE 6 : MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE LA MUTUALISATION

Les deux collectivités s'obligent à se concerter afin de permettre à la Direction des Services au Public de planifier ses travaux.

ARTICLE 7 : MONTANT DE LA MUTUALISATION

A. Au titre de la mission 1 de l'article 3.1 :

Au vu des missions qui lui sont confiées, la Direction des Services au Public doit assurer les mêmes fonctions pour les deux collectivités. Un pointage des appels téléphoniques transitant par l'accueil a été réalisé sur deux semaines. Ce pointage a montré que sur les 565 appels entrants 78 % concernaient la Ville, 11 % Flers Agglo et 11 % les services mutualisés entre les deux collectivités. Il est proposé que ces éléments constituent les unités de fonctionnement au sens du décret 2011-515 du 10 mai 2011. Dès lors le critère de répartition des charges est de 15 % pour Flers Agglo et 85 % pour la Ville de Flers.

Flers Agglo et la Ville prendront en charge leur quote-part respective du coût de fonctionnement global du service ou de la mission concernée tel que défini ci-dessous :

Modalités de calcul du coût de fonctionnement de la Direction :

A1a – Coût de la masse salariale de l'encadrement affecté à la direction, majorés des remplacements et des renforts, à hauteur de 15 % eu égard aux effectifs encadrés et aux autres missions (pièces officielles).

A1b - Coût des personnels, en service, affectés à la Direction, prévu à l'article 4 majoré des remplacements et des renforts.

B - Le résultat calculé en A est majoré forfaitairement de 10 % afin de tenir compte de l'ensemble des charges indirectes de fonctionnement notamment précisées à l'article 5 ci-dessus et sera pris en compte dans les sommes dues par Flers Agglo.

Modalités de calcul des frais dus par le bénéficiaire :

C – Nombre d'unités de fonctionnement tels que définis ci-dessus donc application d'un ratio égal à : **15 %**.

Calcul global des sommes dues :

D – le montant des sommes dues est égal à :

$$D = [(A1a+A1b) \times (1+B)] \times C$$

B. Au titre de la mission 2 de l'article 3.2 :

Au vu des missions confiées à l'équipe, celle-ci estime forfaitairement le temps passé à 60% de leur temps de travail. Ce temps de travail constitue l'unité de fonctionnement au sens du décret 2011-515 du 10 mai 2011. Dès lors le critère de répartition des charges est de 10 % pour les missions précisées au A de l'article 3 ci-dessus.

Flers Agglo prendra en charge sa quote-part respective du coût de fonctionnement de l'équipe tel que défini ci-dessous :

Modalités de calcul du coût de fonctionnement de l'équipe de la Direction.

A2 - Coût des personnels, en service, affectés à la Direction majoré des remplacements et des renforts.

B - Le résultat calculé en A est majoré forfaitairement de 10 % afin de tenir compte de l'ensemble des charges indirectes de fonctionnement prévues à l'article 5.

Modalités de calcul des frais dus par le bénéficiaire :

C – Prorata du temps affecté aux missions : **10 %**

Calcul global des sommes dues :

D – le montant des sommes dues est égal à :

$$D = [A2 \times (1+ B)] \times C$$

C. Au titre de la mission 3 de l'article 3.3 :

Au vu des missions confiées à l'équipe, celle-ci estime forfaitairement le temps passé à 60% de leur temps de travail. Ce temps de travail constitue l'unité de fonctionnement au sens du décret 2011-515 du 10 mai 2011. Dès lors le critère de répartition des charges est de 20 % pour les missions précisées au A de l'article 3 ci-dessus.

Flers Agglo prendra en charge sa quote-part respective du coût de fonctionnement de l'équipe tel que défini ci-dessous :

Modalités de calcul du coût de fonctionnement de l'équipe de la Direction.

A3 - Coût des personnels, en service, affectés à la Direction majoré des remplacements et des renforts.

B - Le résultat calculé en A est majoré forfaitairement de 10 % afin de tenir compte de l'ensemble des charges indirectes de fonctionnement prévues à l'article 5.

Modalités de calcul des frais dus par le bénéficiaire :

C – Prorata du temps affecté aux missions : **20 %**

Calcul global des sommes dues :

D – le montant des sommes dues est égal à :

$$D = [A3 \times (1+B)] \times C - A3 \times B$$

D. D- Au titre de la mission 4 de l'article 3.4 :

Au vu des missions confiées aux agents, le temps consacré est estimé à 30% de leur temps de travail. Ce temps constitue l'unité de fonctionnement au sens du décret 2011-515 du 10 mai 2011. Dès lors, le critère de répartition des charges est de 70% pour la Ville et de 30% pour Flers Agglo.

Flers agglo et la Ville prendront leur quote-part respective du cout de fonctionnement global de l'équipe tel que défini ci-dessous :

Modalité de calcul de fonctionnement de l'équipe :

A 4– cout des personnels éventuellement majorée des remplacements et renforts.

A4-1 - frais de déplacements des agents forfaitisés à 2% de A4

B - Pas de majoration forfaitaire des charges indirectes en raison de l'utilisation des matériels communautaires pour exercer la mission.

Modalité de calcul des frais dus par le bénéficiaire :

C – Prorata du temps affecté aux missions : **30% pour Flers Agglo**

Calcul global des sommes dues :

D- le montant des sommes dues est égal à :

$$D=[(A4+A4.1) \times (1+B)] \times C$$

ARTICLE 8 : COMPTE RENDU ANNUEL

Le bénéficiaire de la mise à disposition établira chaque année et ce avant le 31 mai de l'année n+1 une note de synthèse concernant la mise en œuvre de la présente convention. Cette note de synthèse servira notamment à établir :

- le rapport annuel soumis aux assemblées délibérantes de Flers Agglo et de leurs communes membres prévues à l'article L 5211-39 du CGCT,
- l'état d'avancement du schéma de mutualisation prévu à l'article L 5211-39-1 du CGCT.

Enfin les parties pourront formuler des propositions d'évolution du service mutualisé. Cependant dans le cas où les demandes formulées viendraient à modifier sensiblement

l'organisation ou la charge du service mutualisé, les parties conviennent de se rapprocher afin d'adapter, autant que de besoin la présente convention.

ARTICLE 9 : PREVISION DE CHARGES PREALABLE AU VOTE DU BUDGET PRIMITIF

La Ville communiquera à Flers-Agglo, bénéficiaire de la mise à disposition, le montant prévisionnel des sommes dues préalablement au vote de son budget primitif.

Fait à Flers, le

Pour la Ville de Flers,

L'Adjointe au Maire
en charge du Personnel,

Gaëlle PIOLINE

Pour Flers Agglo

Le Président,

Yves GOASDOUÉ